

## Séance du 25 octobre 2016

L'an deux mil seize et le 25 octobre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de **Monsieur Gilles BOUJU, Maire**.

**Nombre de Membres :**

**Afférent au Conseil Municipal : 15**

**En Exercice : 15**

**Présents : 14**

**Date de Convocation : 20 octobre 2016**

**Date d’Affichage : 8 septembre 2016**

**Présents** : MM. Gilles BOUJU - Sandrine AUBRIT-REAUD – Guénaël DEBORDES - Alain BEAUBEAU– Jérôme PEITI - Sébastien GOIGNARD - Aurélie FONTENEAU - Marie PEROTTEAU – Natacha GUERINEAU – David TALON - Catherine PEROTTEAU – Jean-Luc JONQUET - David BERTAUD– Magalie DUTEAU

**Absents** : Véronique GRELLIER –.

Madame Sandrine AUBRIT-REAUD est nommée secrétaire de séance.

---

### ***DCM 2016-28*** – Approbation des statuts de la Communauté de communes de Gâtine-Autize.

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5211-5-1, L. 5211-17, L. 5211-20, L. 5211-41-3 III et IV et L. 5214-1 et suivants ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment l’article 35 ;

VU l’arrêté préfectoral arrêtant le schéma départemental de coopération intercommunale des Deux-Sèvres ;

VU l'arrêté préfectoral notifié le 24 mai 2016 portant projet de périmètre de la Communauté de communes issue de la fusion des Communautés de communes Gâtine-Autize, Pays Sud Gâtine et Val d’Egray;

VU les statuts actuels de la Communauté de communes de Gâtine Autize,

Considérant le travail conduit, en amont, par les élus des Communautés de communes de Gâtine-Autize, Pays Sud Gâtine et Val d’Egray en vue de leur fusion au 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;

Considérant la nécessité de procéder à un toilettage et une harmonisation des statuts des trois communautés en vue de la fusion ;

Considérant la nécessité de transférer les nouvelles compétences obligatoires, au 1<sup>er</sup> janvier 2017, conformément à la loi NOTRe ;

Considérant la prise en compte de ces modifications de compétences dans les statuts figurant en annexe ;

Considérant que ces projets de statuts doivent être adoptés à la majorité des deux tiers des conseils municipaux des communes membres représentant au minimum la moitié de la population totale ou la moitié des conseils municipaux représentant les deux tiers minimum de la population, y compris le conseil municipal de la commune la plus peuplée si elle regroupe plus du quart de la population totale ;

Considérant le projet de statuts figurant en annexe ;

Considérant que l’intérêt de la commune et des territoires de ces trois communautés conduit à approuver fortement ce projet de statuts ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE PAR 14 VOIX POUR, 0 CONTRE et  
0 ABSTENTIONS**

**DECIDE :**

**Article 1 :** d'approuver le projet de statuts de la Communauté de communes de Gâtine Autize figurant en annexe avec effet au 31 décembre 2016

**Article 2 :** de charger son maire, en tant que de besoin, de l'exécution de la présente délibération, qui sera notifiée au préfet des Deux-Sèvres et au Président de la Communauté

---

**DCM 2016-29 – Autorisation d'adhésion de la Communauté de Communes au Syndicat Mixte Ouvert Deux-Sèvres Numérique.**

En juillet 2012, le Département des Deux-Sèvres a élaboré le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) qui décrit l'articulation entre initiative publique et privée en Deux-Sèvres en termes de développement des réseaux à très haut débit fixe (fibre jusqu'à l'habitant) sur le territoire.

Il convient désormais de créer officiellement la structure chargée de mettre en œuvre le SDTAN et d'exercer la compétence qui lui permet d'établir et d'exploiter des infrastructures, des réseaux et des services de communications électroniques.

Il résulte des réflexions engagées en la matière que la structure la plus adéquate pour mener à bien cette opération est le Syndicat Mixte Ouvert (SMO) prévu à l'article L.5721-2 du CGCT. Elle permet en effet d'associer dans le projet tous les acteurs publics concernés, tout en garantissant la cohérence des déploiements et une meilleure gestion des financements qui seront mobilisés par l'Europe, l'État, la Région Nouvelle Aquitaine, le Département et les Intercommunalités des Deux-Sèvres.

Par arrêté préfectoral, les Communautés de communes sont désormais toutes dotées de la compétence " communications électroniques " prévue à l'article L.1425-1 du CGCT. Elles peuvent devenir membres du SMO et lui transférer leur compétence.

Il convient désormais, préalablement à la création effective du SMO :

- que les Conseils Municipaux des Communes membres autorisent leur Communauté de Communes à adhérer au SMO dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale, en vertu de l'article L.5214-27 du CGCT ;

- que la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale (CDCI) statue favorablement en faveur de la création du SMO, conformément à l'article L.5211-45 du CGCT. Une fois cet avis rendu, la procédure de création du SMO pourra être engagée.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'autoriser la Communauté de communes à adhérer au SMO chargé de mettre en œuvre le réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre optique jusqu'aux abonnés, inscrit dans le schéma directeur territorial d'aménagement numérique des Deux-Sèvres.

\*\*\*

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 1425-1, L 1425-2 , L 5214-27, L 5721-1 et suivants ;

Vu les délibérations du Conseil départemental des Deux-Sèvres n° 21 en date du 13 juillet 2012 portant adoption du SDTAN (schéma directeur territorial d'aménagement numérique) des Deux-Sèvres ;

Vu la délibération du Conseil départemental des Deux-Sèvres n° 21A en date du 11 juillet 2016 portant validation du principe de création du Syndicat mixte Ouvert " Deux-Sèvres Numérique ",

Considérant que la Communauté de communes, disposant de la compétence "communications électroniques " considère que le SMO est la structure de portage partenariale adaptée à la mise en œuvre du projet départemental d'aménagement numérique ainsi qu'aux objectifs poursuivis en la matière par ses membres,

Considérant que la Communauté de communes souhaite adhérer au futur SMO et lui transférer l'ensemble des compétences afférentes telle que rédigées dans ses statuts,

APRES DELIBERATION, le Conseil municipal, DECIDE

- d'autoriser la Communauté de Communes à adhérer au Syndicat Mixte Ouvert " Deux-Sèvres Numérique " qui sera chargé de mettre en œuvre le SDTAN dans le cadre du service public des communications électroniques prévu à l'article L.1425-1 du CGCT ;

---

***DCM 2016-30 : Rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT)***

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, la CLECT, dans sa séance du 11 octobre 2016 a approuvé le montant du transfert de charge, induit par le transfert de la piscine, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Par courrier reçu le 19 octobre 2016, la communauté de Communes Gâtine-Autize nous a notifié le Rapport adopté par la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées lors de sa réunion du 11 octobre 2016. Ce rapport doit être soumis à l'approbation de l'ensemble des conseils municipaux des 13 communes membres. Il sera adopté si la majorité qualifiée des communes (la moitié des communes représentant le 2 tiers de la population de l'E.P.C.I. ou les 2 tiers des communes représentant la moitié de la population de l'E.P.C.I.) émet un avis favorable.

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu l'avis favorable de la C.L.E.C.T. en date du 11 octobre 2016,
- Vu l'exposé qui précède

Il vous est proposé :

- ⇒ **D'APPROUVER** le rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées en date du 11 octobre 2016 tel que présenté ;
- ⇒ De **NOTIFIER** cette décision à Monsieur le Président de la Communauté de Communes.

Les conclusions du rapport mises aux voix sont adoptées :

Pour	14
Abstention	0
Contre	0

---

***DCM 2016-31 – Désignation du référent sécurité routière.***

Monsieur le Maire évoque la note reçue de la préfecture concernant la désignation d'un référent sécurité routière qui sera l'interlocuteur privilégié pour toutes les questions relatives à ce sujet.

Après échange avec l'assemblée, M Gilles BOUJU, le Maire est lui-même nommé référent sécurité routière.

---

### Questions diverses

- Travaux dans le cimetière : le débat est lancé sur les travaux à effectuer après les procédures de reprises de concession qui ont été menées ces dernières années. Des devis vont être demandés permettant de choisir entre l'option exhumation des ossements totale ou au cas par cas. Un ossuaire devra être créé.
- Composition de la commission chargée du recensement des zones humides : réflexion sur la composition de cette commission
- Suite à la demande du club de foot, le changement d'un toilette est accepté au stade
- Devis mobilier de la salle des fêtes : présentation du mobilier et des devis obtenus, une renégociation est demandée.
- L'opération «colis » pour les employés est réitérée, la date de remise de ces colis est fixée au mercredi 14 décembre à 19 heures
- La date du samedi 25 mars est retenue pour le repas des conseillers et employés communaux.

---

N'ayant plus rien à délibérer, la séance est levée à 23 heures 00.

---

Gilles BOUJU

Sandrine AUBRIT-REAUD

Guénaël DEBORDES

Alain BEAUBEAU

Jérôme PEITI

Sébastien GOIGNARD

Marie PEROTTEAU

Aurélie FONTENEAU

Natacha GUERINEAU

David TALON

Catherine PEROTTEAU

Jean-Luc JONQUET

David BERTAUD

Magalie DUTEAU